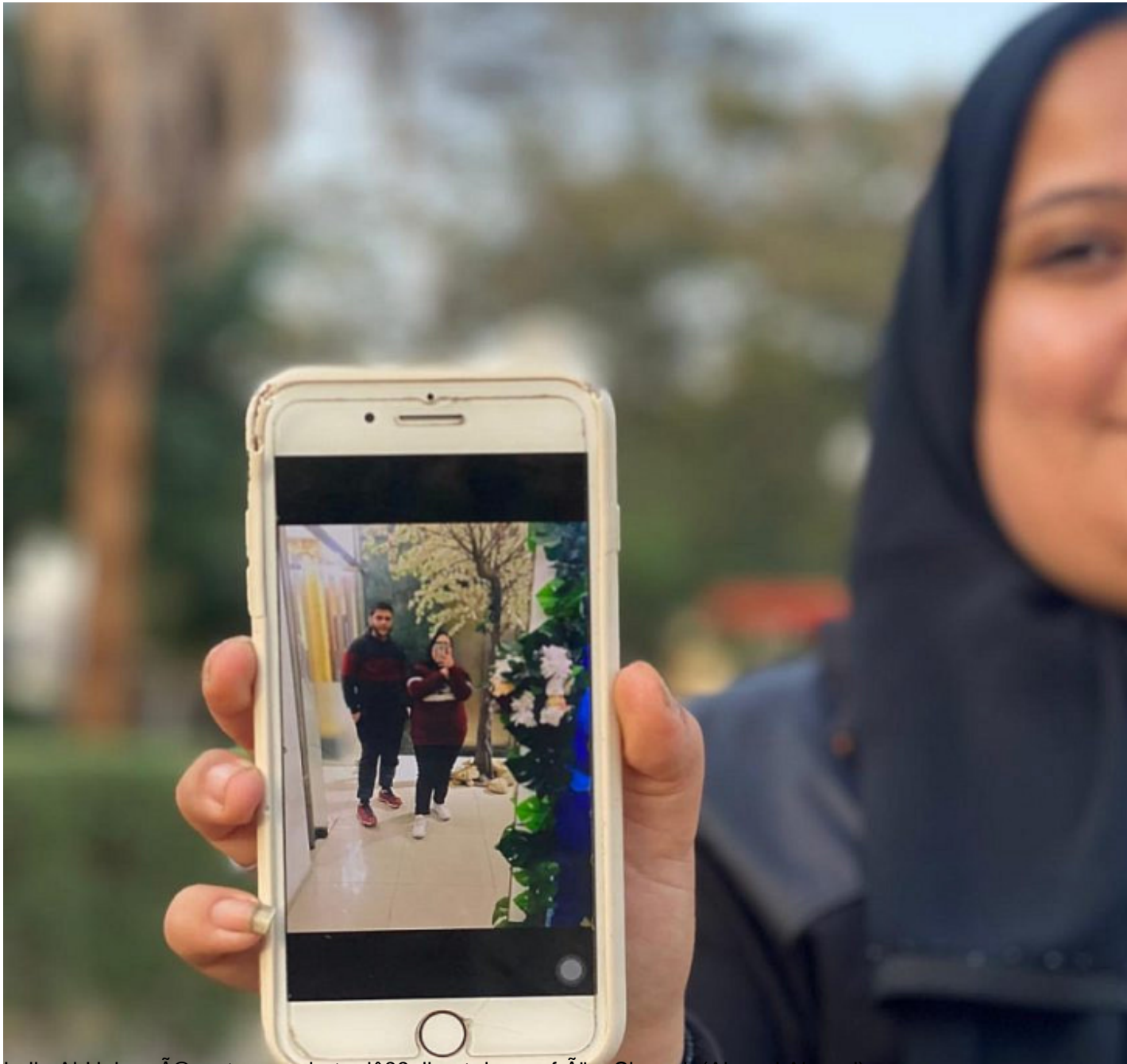


« La guerre est finie, alors pourquoi ne sont-ils pas revenus ? » : la recherche des disparus de Gaza

Description

Plus de 11 000 Palestiniens, principalement des femmes et des enfants, ont disparu depuis le 7 octobre. Leurs proches ignorent s'ils sont vivants ou morts, ensevelis sous les décombres ou emprisonnés.

Par Ahmed Ahmed et Ahmed Alsammak, le 10 novembre 2025



Laila Al-Helu présente une photo d'elle et de son frère Shawqi. (Ahmed Ahmed)

Le matin du 28 septembre 2024, Abdulaziz Jouda, 67 ans, et son ami Jabr Musleh sont partis récolter des olives dans une oliveraie située au nord du camp de réfugiés de Nousseirat, dans le centre de Gaza. La zone, proche du corridor de Netzarim alors occupé par l'armée israélienne, avait été classée zone rouge, ou « zone dangereuse », mais les deux hommes étaient déterminés à récolter les fruits de la saison.

La fille de Jouda, Ola, âgée de 31 ans, a déclaré au magazine +972 qu'un journaliste local, Ahmed Allouh qui allait être tué trois mois plus tard par une frappe aérienne israélienne

avait vu les deux hommes ce matin-là, puis entendu deux obus de char tirés en direction de l'oliveiraie. Les bombardements incessants dans la zone ont empêché d'aller vérifier s'ils allaient bien.

Le soir venu, ni Jouda ni Musleh ne sont rentrés chez eux et n'ont pas répondu à leurs appels. Leurs familles ont commencé à craindre le pire.

Lorsque les bombardements ont cessé le lendemain matin, les proches des deux hommes se sont précipités vers le verger. Ils ont retrouvé la dépouille de Musleh, ainsi que le vélo, le téléphone et les effets personnels de Jouda, mais pas de deuxième corps.

Sous les tirs renouvelés, les familles ont pris la fuite. Lorsqu'elles sont revenues un mois plus tard, elles n'ont rien trouvé. Elles ont tenté une nouvelle fois leur chance pendant le cessez-le-feu de mars dernier, mais ont découvert que l'oliveiraie avait été rasée par l'armée israélienne. La famille de Jouda a contacté des organisations de défense des droits humains, qui ont à leur tour demandé à l'armée israélienne de vérifier s'il avait été arrêté. Son nom ne figurait sur aucune liste.

Selon l'ONU, Jouda fait partie [des plus de 11 000 Palestiniens](#) portés disparus à Gaza, en majorité des femmes et des enfants. Tous pourraient être ensevelis sous les débris, détenus dans des prisons israéliennes ou avoir disparu dans d'autres circonstances. Dans le premier cas, les personnes ensevelies sous les débris se trouvent dans des zones de la bande de Gaza encore sous contrôle militaire israélien, ce qui rend impossible la récupération de leurs corps.

Le Centre palestinien pour les personnes disparues et victimes de disparitions forcées, une initiative locale créée au début de l'année, tente de coordonner les efforts de recherche entre les groupes de défense des droits humains et les autorités compétentes à Gaza. Ahmed Masoud, directeur de l'organisation, a expliqué qu'une équipe de recherche travaille avec les familles des disparus afin de recueillir autant d'informations que possible sur les circonstances de leur disparition, mais que leur travail est limité par le manque d'informations disponibles et d'équipements lourds, que les autorités israéliennes refusent de fournir.

Dans les cas où des restes humains ont été retrouvés, on a assisté à une crise parallèle concernant leur identification. Gaza ne dispose d'aucun laboratoire opérationnel pour stocker ou analyser des échantillons d'ADN, tandis que les dossiers médicaux et dentaires sont devenus largement inaccessibles en raison de la destruction du système de santé de Gaza par Israël.

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui a reçu plus de 13 500 demandes de recherche depuis le début de la guerre à Gaza, a travaillé avec les autorités locales au cours des deux dernières années pour créer des cimetières désignés pour les corps non identifiés, une étape nécessaire pour permettre leur identification future. Mais dans les conditions actuelles, l'organisation n'est pas en mesure de mettre en place un laboratoire d'analyse ADN.

La restitution par Israël des dépouilles gazaouies le mois dernier dans le cadre de l'accord de cessez-le-feu n'a guère apporté de clarté, car l'armée n'a fourni aucun nom ni aucune autre information permettant d'identifier les victimes. Yahya Muhareb, expert en droit international au Centre Al-Mezan pour les droits de l'homme à Gaza, a avisé +972 que cela constituait une

violation des Conventions de Genève, qui exigent la divulgation du nom de chaque personne rapatriée et le transfert de ses effets personnels, ainsi que la cause, la date et le lieu de son décès.

Sur les 285 corps [restitués](#) par Israël depuis le début du cessez-le-feu, seuls 86 ont été identifiés par leurs familles. Les autres ont été inhumés dans un cimetière pour les disparus de Deir el-Balah.

« Certains cadavres présentaient des blessures par balle à l'arrière de la tête et sur d'autres parties du corps, ce qui indique qu'ils ont peut-être été tués dans des prisons israéliennes et soumis à des tortures mortelles », a constaté Ahmed Dahir, directeur du département de médecine légale de l'hôpital Nasser.

Israël avait auparavant divulgué les noms lors de la restitution des corps palestiniens. Le fait qu'il ne le fasse pas aujourd'hui, selon Muhareb, semble marquer une escalade dans sa politique : « C'est une guerre psychologique. »

« Je scrute les visages dans la rue, à la recherche de mes frères. »

Beaucoup des disparus sont des personnes qui sont [parties chercher de la nourriture et ne sont jamais revenues](#), souvent depuis les sites de distribution gérés par la Gaza Humanitarian Foundation (GHF), où les soldats israéliens et les agents de sécurité ont tué plus de [2 600 personnes](#) depuis mai. Mais même avant la GHF, la recherche de nourriture suffisante pendant la guerre était une entreprise dangereuse.

Shawqi Al-Helu, un père de quatre enfants âgé de 32 ans et originaire de la ville de Gaza, a disparu le 29 octobre après être parti chercher de l'aide sur la route côtière de Gaza, près du poste-frontière de Zikim. À l'époque, sa famille et les neuf autres personnes déplacées qui résidaient avec eux survivaient avec un seul repas par jour.

« Il voulait aller à bas, mais il ne supportait pas de voir ses enfants pleurer et mourir de faim », a déclaré Laila, la sœur d'Al-Helu, +972.

Ce jour-là, l'armée israélienne a [ouvert le feu](#) sur la foule qui attendait les secours, tuant au moins six personnes. À la tombée de la nuit, Al-Helu n'était toujours pas rentré chez lui et sa famille est inquiète. Les membres de sa famille ont fouillé les morgues des hôpitaux et appelé toutes les personnes susceptibles de savoir ce qui lui était arrivé, mais le corps d'Al-Helu est resté introuvable.

« Certaines personnes nous ont dit avoir vu son corps contre un mur près du passage frontalier ; d'autres ont affirmé avoir vu vivant dans le sud ; d'autres encore ont prétendu qu'il était en prison », explique Laila. « Nous avons contacté le CICR et d'autres organisations de défense des droits humains, qui nous ont répondu que l'armée israélienne leur avait dit qu'il n'était pas détenu. Nous sommes épuisés par toutes ces rumeurs et nous ne savons pas où il se trouve. »

Lorsque la famille d'Al-Helu a fui son domicile quelques mois plus tard, sa femme, Aya, a emporté quelques-uns de ses vêtements dans l'espoir qu'ils seraient réunis. Elle a été

profondément désespéré d'apprendre qu'il ne faisait pas partie des Palestiniens libérés lors du récent échange de prisonniers.

La disparition d'Al-Helu signifie que Laila a tragiquement perdu deux frères cause de la guerre : le premier, Mohammed, a été tué en décembre 2023, lui aussi en essayant de se procurer de la nourriture.

« Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, je scrute les visages des gens dans la rue, à la recherche de mes deux frères », a-t-elle confié. « La guerre est finie, alors pourquoi ne sont-ils pas revenus ? »

Des fosses communes pour les personnes non identifiées

Lorsqu'un corps est identifié par ses proches, les autorités médicales autorisent son inhumation. Si les restes ne peuvent être identifiés, un protocole distinct est appliqué : les équipes médico-légales prélèvent des échantillons et les conservent dans des hôpitaux pendant 10 jours maximum avant que les autorités locales n'inhument le corps, explique Ahmed Obeid, directeur du département des cimetières au ministère des Dotations et des Affaires religieuses de Gaza.

Mais ce processus est devenu de plus en plus difficile à mettre en œuvre. L'année dernière, Israël a transféré [deux camions](#) remplis de cadavres à Gaza sans aucune coordination ni information permettant de les identifier. Faute de moyens d'identification, les corps ont été enterrés dans une fosse commune, un incident qu'Ahmed Obeid a qualifié de « catastrophe majeure ».

L'effondrement des systèmes officiels a souvent contraint les civils à assumer le rôle d'entrepreneurs de pompes funèbres. Pendant les périodes de bombardements intenses, lorsque les équipes de secours ne pouvaient pas atteindre les quartiers bombardés, les gens enterraient les morts où ils étaient tombés, sans toujours connaître leur identité.

Mohammad Imad, 35 ans, s'était réfugié dans le quartier de Tel Al-Hawa, à Gaza, lorsque l'armée israélienne a bombardé la zone le 23 décembre 2023. « De nombreux bâtiments ont été touchés », a-t-il rapporté à +972. « Nous avons entendu nos voisins crier après que leur maison ait été bombardée pendant la nuit, mais nous ne pouvions pas les aider et les équipes de secours ne pouvaient pas venir, c'était extrêmement dangereux. »

Le lendemain matin, Imad et un autre voisin sont allés inspecter un des bâtiments détruits. « Plus de 20 personnes avaient été tuées », a-t-il raconté. « J'ai vu le corps d'un homme sans tête, puis une tête, puis d'autres parties du corps. Nous étions extrêmement effrayés et choqués. »

Ils ont creusé un trou dans la rue et ont enterré les restes, incapables d'identifier les morts. « Il y avait beaucoup de morceaux de corps, et nous avons peur que les chiens les mangent », explique-t-il.

Cette nuit-là, un autre bâtiment voisin qui abritait des dizaines de personnes a été bombardé. « Il était trop risqué de quitter la maison ou de secourir qui que ce soit », a témoigné Imad.

« Nous avons décidé de partir le lendemain, lorsque la situation serait un peu plus calme, sans enterrer [les nouveaux défunts]. Si nous étions restés cette nuit-là, nous aurions été tués. »

Quand lui et son oncle sont revenus, ils ont découvert que la tombe qu'ils avaient creusée pour les premières victimes avait été profanée par des chiens et que certains corps avaient été dévorés. Ils ont rebouché le trou, mais ont pris la fuite lorsque les bombardements ont repris de plus belle. Quelques mois plus tard, un voisin lui a dit que les corps avaient été déplacés, mais Imad ignore toujours quand, comment et par qui.

« Je suis toujours hanté par les cauchemars », a témoigné Imad. « Je n'oublierai jamais ce jour-là. »

Ahmed Ahmed est le pseudonyme d'un journaliste de la ville de Gaza qui a demandé à rester anonyme par crainte de représailles.

Ahmed Alsammak est un journaliste palestinien originaire de Gaza. Il est titulaire d'un MBA de la Dublin Business School. Auparavant, il a travaillé comme assistant de projet chez We Are Not Numbers.

Traduction : JC pour l'Agence Média Palestine

Source : [+972](#)

date créée
2025/11/25